

"L'attentisme aidera-t-il à surmonter les divergences monétaires et économiques entre la France et l'Allemagne?" dans Le Figaro (27 octobre 1971)

**Légende:** Le 27 octobre 1971, le quotidien français Le Figaro décrit les divergences grandissantes entre la France et la République fédérale d'Allemagne (RFA) en matière de politique économique et monétaire.

**Source:** Le Figaro. 27.10.1971, n° 8.434; 145e année. Paris: Le Figaro.

**Copyright:** (c) Le Figaro

**URL:**

[http://www.cvce.eu/obj/"l\\_attentisme\\_aidera\\_t\\_il\\_a\\_surmonter\\_les\\_divergences\\_monetaires\\_et\\_economiques\\_entre\\_la\\_france\\_et\\_l\\_allemande\\_"\\_dans\\_le\\_figaro\\_27\\_octobre\\_1971-fr-b38804cf-0220-40e0-8e3a-1f8b6ad7e8bb.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 05/11/2012

## L'attentisme aidera-t-il à surmonter les divergences monétaires et économiques entre la France et l'Allemagne ?

Au sein de la crise des rapports économiques et monétaires entre les Etats-Unis et leurs grands partenaires commerciaux, il y a une autre crise plus cachée entre la France et l'Allemagne qui, pour être larvée, est au moins aussi périlleuse que les divergences transatlantiques.

Il est regrettable que son importance soit sous-estimée par l'opinion et par nombre des meilleurs experts. La première est abusée par la politesse des gouvernements. Il serait de mauvais ton, à Paris, de relever chaque éclat du Pr Schiller, le ministre de l'économie allemande et de mauvais ton à Bonn de déplorer que le président de la République française n'ait pas trouvé le temps encore d'adresser sa réponse évasive à la lettre de M. Brandt qui lui demandait de fixer rapidement une date de rencontre franco-allemande au sommet, celle de janvier lui apparaissant trop lointaine.

Dans aucune capitale européenne on n'a d'ailleurs regretté ouvertement la remise par le Secrétaire au Trésor, M. Connally de la rencontre des ministres des Finances des Dix qui devait primitivement avoir lieu au début de novembre à la date du 22 probablement.

De même tous les responsables des grandes négociations tiennent à faire croire à leurs pairs que le temps travaille pour eux, alors qu'en réalité si la situation monétaire est figée dans l'incertitude, le processus de dégradation des échanges économiques a commencé.

Ainsi M. Schiller lundi encore a affirmé que l'économie allemande n'avait besoin ni d'un coup de frein, ni de relance alors qu'elle connaît une pénible « stagnation » et que le ressentiment des milieux industriels allemands ne cesse de croître.

Les exportations de la République fédérale subissent cruellement le contre-coup, s'ajoutant à l'effet de la surtaxe américaine, d'un taux de réévaluation global du mark de 6,5 %. A côté d'une réévaluation de 9,8 % par rapport au dollar, ce taux cache, en pondérant par le chiffre d'affaires réalisé avec les différents pays une réévaluation par rapport au franc français de 9,1/9,2 %, de 7,4 à 7,5 % par rapport à la lire, de 2,5 à 2,6 % par rapport au franc belge, de 5,7 % par rapport au sterling, sans même parler du paradoxe de 0,4 à 0,5 % par rapport au yen.

En revanche, le franc commercial dans lequel s'effectuent 80 % de nos échanges est resté lié au dollar de telle sorte que les exportations françaises bénéficient, de fait, de l'avantage d'une dévaluation globale de 4,5 %.

L'Elysée modèle plus ou moins sa politique sur celle de la Maison-Blanche dans la mesure où il décide à son tour de ne pas bouger, de voir et d'attendre. Les Etats-Unis sont protégés par leur puissance. Ils sont le seul débouché mondial considérable pour les industries de pointe et les produits de consommation de luxe étrangers, et leur commerce extérieur est insignifiant – moins de 5 % – par rapport au produit national brut, ce qui rend négligeables les possibilités de rétorsion. La France, elle aussi, est protégée, mais par sa faiblesse relative : l'importance de son commerce par rapport au commerce international est limitée et la place de Paris, défendue par le double marché des changes, ne joue – hélas – pas de rôle à l'échelle européenne.

Pour Paris, il semble inutile de faire des concessions dans la mesure où l'on est convaincu que les Etats-Unis, de toute façon, voudront maintenir leur surtaxe de 10 % sur les importations jusqu'aux élections de la fin 1972. En revanche, l'attentisme semble d'une haute rentabilité, permettant de prolonger la période durant laquelle nos prix à l'étranger ne progressent que modérément, si bien que les exportations françaises sont moins entravées par les difficultés économiques que celles de nos partenaires.

On conçoit, d'autre part, qu'avant d'infléchir en quoi que ce soit les principes qu'il a définis le 18 août, le président de la République, dont la démarche est toujours prudente, veuille être fixé sur les véritables options de l'Allemagne. Celles-ci sont inconnues dans la mesure où le cabinet hésite encore entre deux choix. Le premier est une politique d'entente européenne rapide passant par un accord avec la France : cela

se traduirait par l'acceptation allemande d'une réévaluation indirecte extrêmement modérée du franc, de 2 à 3 %, sans changement de parité, par le seul biais de l'élargissement des marges de fluctuation et une stratégie unique de la C.E.E. face aux Etats-Unis.

Le second choix serait une politique de confrontation au sein de la C.E.E. pour obtenir un réaligement des parités européennes avant un accord transatlantique et, en cas d'échec, l'évocation de prélèvements sur les produits industriels entrant en République fédérale comme il en existe pour les produits agricoles.

Ce serait là un coup funeste pour la Communauté économique européenne dont la solidité n'est pas si grande qu'elle puisse supporter impunément l'épreuve de nouvelles forces de désintégration. Ce serait donc beaucoup trop grave, dira-t-on non sans raison, pour que l'Allemagne puisse l'envisager. Mais il est dangereux de faire confiance à la sagesse d'autrui.

Il serait donc souhaitable que s'engagent sans trop attendre les véritables négociations que chacun espérait en septembre pour octobre, à l'assemblée du Fonds monétaire international – et en octobre pour novembre ou décembre 1972, c'est encore bien loin.

Alain Vernay.